

20/11/2023

Réponse à la consultation publique n°2023-08 du 12 octobre 2023 relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF

Enedis souhaite répondre à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Énergie relative au prochain tarif d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel de GRDF car, même si la dynamique d'évolution du secteur gazier est différente de celle du secteur électrique, certains principes et enjeux demeurent communs aux deux énergies.

Le cadre de régulation doit permettre de financer le projet industriel du distributeur et notamment d'accompagner les défis liés à l'évolution du réseau et à la transition écologique.

Question 1 : Partagez-vous le bilan du cadre de régulation fait par la CRE ?

Enedis partage le constat que le cadre de régulation tarifaire doit garantir une rémunération raisonnable du capital investi qui permette de financer les actifs régulés, tout en donnant un juste signal à l'investissement pour la transition écologique.

Par ailleurs, Enedis nuance le propos selon lequel le cadre de régulation s'est montré très résilient face aux deux crises majeures traversées, crise sanitaire et crise des prix de l'énergie. D'une part, tous les effets de la crise sanitaire ne lui ont pas encore été couverts. D'autre part, la crise des prix de l'énergie va porter à conséquence sur les quatre années de la période tarifaire suivante, faute de dispositif permettant d'en apurer les conséquences sur la période en cours.

Question 2 : Considérez-vous comme la CRE qu'une durée de la période tarifaire de quatre ans est adaptée pour l'ensemble des tarifs ? Partagez-vous l'avis de la CRE de reconduire la clause de rendez-vous à mi-période pour les charges d'exploitation ?

Enedis partage le constat de la CRE sur le caractère adapté d'une période tarifaire de quatre ans et de la reconduction d'une clause de rendez-vous.

Question 3 : Avez-vous des remarques sur la méthode de détermination du revenu autorisé ?

Enedis partage la méthode de prise en compte des charges nettes d'exploitation dans le revenu autorisé.

Concernant les charges de capital normatives, Enedis considère que les immobilisations en cours doivent être rémunérées au CMPC. En effet, le taux sans risque n'est pas représentatif du coût des fonds mobilisés pendant la période de construction des immobilisations.

Question 4 : Êtes-vous favorable à un changement de méthode pour la fixation du coût moyen pondéré du capital, afin de mieux refléter l'évolution des conditions économiques ? Si oui, êtes-vous favorable à la mise en place d'un double taux, ou l'utilisation d'un taux unique pondéré ?

Enedis partage le constat fait par les opérateurs gaziers et la CRE : la méthode historique appliquée à l'ATRD7 aboutirait à un taux qui ne serait pas incitatif à l'investissement sur la période tarifaire à venir compte tenu des conditions de marché actuelles (hausse brutale des taux entamée en 2022 et qui perdure), alors même que les réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz sont fortement sollicités pour maintenir la fiabilité du réseau, l'adapter à la nouvelle donne climatique et

assurer la transition écologique du pays (intégration croissante des énergies renouvelables, électrification accrue, décentralisation du système électrique).

Même si la mise en place d'un double CMPC ou d'un CMPC unique pondéré ne s'appliquerait pas nécessairement à Enedis compte tenu de son modèle de rémunération spécifique, Enedis n'est pas favorable, dans le cas la mise en place d'un double CMPC, à un basculement des actifs nouveaux vers anciens au début de chaque période tarifaire pour des questions de lisibilité et de continuité de méthode si une méthode à deux taux proposée par Compass Lexecon et reprise par la CRE dans sa consultation publique devait être retenue. L'exemple de l'Allemagne présenté en page 19 du rapport de Compass Lexecon reprend ce principe : la segmentation des actifs a été réalisée suite à un changement méthodologie (valeur réévaluée pour les actifs mis en service avant 2006 et valeur comptable pour les actifs mis en service à partir de 2006) et pour lequel deux coûts des capitaux propres (un réel et un nominal) se justifient. S'agissant de la mise en place d'un CMPC pondéré, Enedis estime qu'elle serait susceptible d'inciter l'opérateur à sous-investir dans la mesure où le taux marginal de rémunération serait, pour la prochaine période tarifaire et sauf retournement de tendance, inférieur aux conditions de marché du moment.

Enedis considère, par ailleurs, qu'il existe d'autres méthodes plus pertinentes pour prendre en compte la hausse récente des taux dans la détermination des taux de rémunération des transporteurs et distributeurs d'électricité et de gaz.

Question 5 : Si un taux unique devait être retenu, sur la base de quelle pondération ce taux unique devrait-il être selon vous établi ?

Comme indiqué en réponse à la question 4, Enedis n'est pas favorable à la mise en place d'un CMPC unique pondéré, car le taux marginal de rémunération serait inférieur au WACC de marché et donc dissuasif à l'investissement.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien de la régulation incitative relative aux coûts échoués de GRDF ?

L'enjeu de la régulation incitative des coûts échoués résultant de la valeur nette comptable des actifs retirés de l'inventaire réside notamment dans la capacité à déterminer en amont une trajectoire des coûts échoués récurrents dans la mesure où ces coûts échoués sont par nature volatils car provenant de chantiers de déplacements/modifications d'ouvrages à la demande de tiers, de chantiers de maintenance curative, de chantiers consécutifs aux aléas climatiques ou de remplacement de matériel pour obsolescence.

A défaut de couverture dans le CRCP, Enedis est favorable au mécanisme mis en place d'analyse au cas par cas de la couverture des coûts échoués non récurrents ou non prévisibles à intégrer au CRCP.

Question 7 : Êtes-vous favorable à la reconduction en l'état du cadre de régulation concernant les actifs immobiliers et les terrains cédés ?

Enedis rejoint l'analyse de la CRE sur la reconduction de la régulation incitative des actifs cédés tant sur le périmètre (actifs immobiliers et terrains) que sur le mécanisme d'incitation en cas de plus-value (80% CRCP, 20% opérateur) et de moins-value (analyse au cas par cas de la couverture par le CRCP).

Question 8 : Êtes-vous favorable aux grands principes de fonctionnement et d'actualisation du CRCP envisagés par la CRE ?

Enedis estime nécessaire que le CRCP soit rémunéré au CMPC des nouveaux actifs, représentatif de son coût de financement. Pour Enedis, une telle rémunération est d'autant plus justifiée que le CRCP de fin de TURPE 6, comme celui de fin d'ATRD 6 de GRDF sera d'un montant très significatif et qu'il sera apuré sur une période longue (jusqu'à 7 ans pour les montants ayant constitué le CRCP en 2022).

Les niveaux importants du CRCP ont un impact sur la gestion des opérateurs de réseau. En effet, le CRCP constitue un différé de chiffre d'affaires, et a donc des impacts en terme de trésorerie.

Question 10 : Avez-vous des remarques sur les évolutions de calcul de l'évolution tarifaire, en particulier en ce qui concerne l'ajustement envisagé du terme IPC, pour la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1 ? Êtes-vous favorable au maintien à +/-2 % du plafond du facteur k ?

Enedis fait le constat que le dispositif de CRCP ne permet pas de faire face aux situations économiques exceptionnelles, comme celles que le secteur de l'énergie a subies entre 2020 et 2023. Par conséquent,

Enedis est favorable à la prise en compte de l'écart d'inflation entre hypothèse retenue et inflation réalisée en N-1.

L'augmentation du plafond du facteur k permettrait une répercussion plus rapide des écarts de coûts plutôt qu'une répercussion sur un nombre d'années trop élevé en cas de saturation du CRCP, ce qui est le cas des périodes tarifaires actuelles. Pour autant, pour Enedis, il est avant tout essentiel que le CRCP soit rémunéré au CMPC des nouveaux actifs comme indiqué en réponse à la question 8.

Enedis tient également à rappeler qu'une meilleure structure du tarif (meilleur équilibre entre les parts fixes et les parts proportionnelles aux soutirages) limite les impacts des évolutions de volumes de soutirages (du fait de la thermo-sensibilité ou de la sobriété énergétique ou des trajectoires de transition énergétique) sur la constitution de CRCP. En gaz comme en électricité, les baisses de soutirages en 2022 consécutifs aux efforts de sobriété énergétique des clients ont démontré la mauvaise adéquation entre la structure du chiffre d'affaires et la structure des coûts des opérateurs, et ont généré du CRCP.

Question 12 : Êtes-vous favorable au maintien du cadre de régulation actuel pour les charges d'exploitation ?

Enedis considère que le cadre de régulation doit être cohérent avec le niveau prévisionnel d'activité sur la période tarifaire à venir. Enedis considère que faire du dernier niveau réalisé atteint (corrigé de l'inflation) le standard à retenir n'est pas pertinent dans un contexte de croissance de l'activité tel qu'il est envisagé dans le secteur électrique du fait de la transition écologique.

Question 14 : Partagez-vous l'orientation de la CRE concernant la fin de l'incitation de GRDF sur le nombre de consommateurs raccordés à son réseau ?

Enedis partage l'orientation de la CRE car elle est cohérente avec la Stratégie Française Energie Climat.

Question 15 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE concernant la régulation incitative des charges d'Avantage en Nature Energie de GRDF ?

Enedis rappelle que les dispositions relatives à l'avantage en nature énergie sont une prérogative fixée au niveau de la Branche des Industries Electriques et Gazières. Ce n'est donc qu'à ce niveau qu'une évolution de l'Avantage en Nature Energie dont une incitation portant sur les volumes d'énergie consommés pourrait être mise en place, en cohérence avec les objectifs de sobriété fixés par le gouvernement.

Par ailleurs, Enedis considère que les écarts constatés sur les charges d'Avantage en Nature Energie sont la conséquence immédiate de la crise des prix sur les marchés de l'énergie, lesquels sont considérés par la CRE comme non prévisibles ni maîtrisables, donc éligibles au CRCP. Sur la période tarifaire précédente, les écarts entre les hypothèses d'augmentation des TRVE et TRVG retenues par la CRE et les augmentations réelles sont très importants et démontrent la non prévisibilité de ces charges.

Question 16 : Êtes-vous favorable au maintien du dispositif et aux évolutions proposées concernant le mécanisme incitant GRDF à la maîtrise de ses coûts unitaires d'investissements dans les réseaux ? Avez-vous d'autres suggestions pour faire évoluer ce mécanisme ?

Enedis considère que les années 2020, 2021 et même 2022 ne sont pas des années représentatives de l'activité normale des opérateurs de réseau, la crise sanitaire ayant eu des effets sur les coûts et les activités pendant ces trois années. Il semblerait pertinent d'adapter les années de référence.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la reconduction du mécanisme de régulation incitative des investissements « hors réseaux » pour le tarif ATRD7 ? Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées par la CRE pour ce mécanisme sur la période ATRD7 ?

Enedis est favorable à la reconduction de ce mécanisme moyennant certaines adaptations.

Concernant spécifiquement les SI, les transformations d'ampleur attendues du distributeur, et donc de son SI, nécessitent des projets aux trajectoires d'investissements pluriannuelles.

Ces transformations sont complexes et dès lors soumises à des risques importants.

Dans ce cadre, Enedis est favorable à la reconduction du dispositif permettant d'exclure certains projets du mécanisme de régulation incitative, notamment ceux :

- Soumis à des risques exogènes importants dont l'émergence est peu maîtrisable par les opérateurs,
- Porteurs d'une dimension stratégique pour le service public,
- Permettant de renforcer l'indépendance et la neutralité du distributeur.

Question 18 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'instauration d'une incitation à la maîtrise et à la priorisation des investissements de GRDF ? Êtes-vous favorable au principe de réévaluation de l'enveloppe d'investissements en cours de période tarifaire ? Êtes-vous favorable aux modalités financières envisagées ?

Enedis considère que les mécanismes envisagés par la CRE pour l'ATRD ne seraient pas pertinents pour le TURPE, dans un contexte de croissance des activités du distributeur, liée à la transition écologique et énergétique.

Question 19 : Partagez-vous les enjeux présentés par la CRE s'agissant de la régulation incitative de la qualité de service ?

Enedis, elle-même opérateur régulé doté d'une politique client visant leur satisfaction, reconnaît la pertinence de la régulation incitative portant sur des indicateurs de qualité de service relatifs à l'accès au réseau de distribution par les clients finals, aux prestations réalisées par l'opérateur (dont les prestations de transmission de données aux Fournisseurs d'électricité et Responsables d'Équilibre) et à l'écoute des clients utilisateurs du réseau à travers le traitement des réclamations ou d'autres mesures.

Cette régulation doit être définie en fonction des enjeux portés par l'opérateur. La présente consultation fait état de l'amélioration de la chaîne communicante du SI pour collecter les données (comptage) et les mettre à disposition des acteurs du marché. Cela peut supposer la refonte de certaines applications et le renforcement ou renouvellement des infrastructures SI dont le financement doit être assuré par le tarif pour permettre à l'opérateur de les réaliser (le régulateur devant apprécier le bilan « coût pour l'opérateur à charge des utilisateurs / bénéfice pour la communauté des utilisateurs du réseau »).

Question 20 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRD7 visant principalement à renforcer les incitations sur les thématiques prioritaires (interventions terrain, transmission des données aux acteurs, réclamations, comptage évolué et injection de biométhane) ?

L'appréciation des thématiques prioritaires d'incitation nécessite une investigation profonde et documentée. Une fois les domaines d'incitation identifiés, il convient de choisir les indicateurs adaptés à la mesure recherchée et de définir le niveau d'objectif motivant pour l'opérateur. Enedis ne dispose pas de ces éléments et par conséquent n'a pas d'avis sur les quatre domaines spécifiques identifiés dans cette consultation publique et sur le niveau de renforcement de l'incitation projeté dans l'ATRD 7.

Enedis reconnaît l'intérêt de concentrer la régulation incitative sur des thématiques prioritaires tout en rappelant que celles-ci peuvent relever de domaines qui présentent des marges de progrès mais aussi de domaines pour lesquels le challenge consiste à maintenir la qualité acquise (avec une régulation symétrique).

Il est probablement aussi intéressant de ne pas changer radicalement le paradigme de régulation incitative entre deux périodes tarifaires consécutives pour éviter les plans d'action de type « stop and go » qui, sur des métiers de réseau « de temps longs », créeraient beaucoup de confusion et nuiraient fortement à l'efficacité des politiques de l'opérateur (et à l'adhésion active du corps social à ces politiques). Bien entendu, cela est tout à fait compatible avec la prise en compte de l'évolution des outils ou des métiers et, dans cet esprit, une régulation sur le comptage évolué est probablement pertinente.

Cette dernière doit s'accompagner de dispositions d'incitation forte des clients résiduels à bénéficier de ces comptages évolués.

Question 21 : Êtes-vous favorable aux modifications envisagées par la CRE pour la régulation incitative du traitement des réclamations ?

Le taux de réponse aux réclamations dans les 15 jours calendaires est incité pour Enedis depuis le TURPE 4 pour les réclamations hors qualité de fourniture et, depuis le TURPE 5, pour toutes les

réclamations. Enedis reconnaît l'intérêt de fournir une réponse de qualité aux réclamations dans un délai de 15 jours.

S'agissant des réclamations multiples, Enedis partage la nécessité de les éviter par la qualité de réponse apportée à la demande initiale afin d'éviter les rebonds sur réclamation, consommateurs de ressources et générateurs d'insatisfaction client. Enedis précise que la construction de l'indicateur de mesure de ces réclamations multiples doit être faite pour éviter tout biais (qui peuvent être très nombreux en la matière).

Question 23 : Êtes-vous favorable à l'introduction de l'indicateur « Taux de publication des données journalières de consommation » ?

Enedis souhaite alerter la CRE sur les coûts et les délais nécessaires pour répondre aux demandes croissantes de mise à disposition de données. Il conviendrait de s'interroger sur l'opportunité d'augmenter les exigences en terme de nombre de données, délais de transmission, qualité, via des analyses coûts / bénéfices.

Question 24 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées concernant la qualité de service liée à l'injection de biométhane (suivi des délais de raccordements et incitation des réclamations associées, incitations au délai de remise des études détaillées) ?

Concernant les projets d'installation de gaz renouvelables et bas carbone qui sont des domaines en croissance et à enjeu, Enedis partage les évolutions proposées par la CRE visant, d'une part, à inciter financièrement l'indicateur de délais de réponse aux études détaillées pour les porteurs de projet et l'indicateur de nombre de réclamations consécutives au raccordement d'une installation et, d'autre part, visant à suivre le respect des délais de raccordement des sites de production et les délais de mise en service des renforcements associés.

Enedis alerte toutefois la CRE sur la nécessité de tenir compte, dans la fixation des objectifs incités financièrement, de la capacité, au regard des ressources, à tenir les délais de réalisation en cas de hausse significative des demandes d'études ou de raccordement.

De plus, pour des questions de lisibilité et de pilotage, il est préférable de ne pas multiplier les indicateurs sur un même domaine, et si cela était indispensable, il conviendrait que les indicateurs ne soient pas exprimés dans des unités différentes.

Question 26 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous des actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

Enedis souhaite rappeler sa position sur ce sujet exprimée lors de la consultation publique sur le TURPE 6.

Enedis, comme tous les opérateurs de réseaux, répond aux différentes recommandations de la CRE ainsi qu'aux exigences réglementaires et législatives qui lui incombent. Elle met en œuvre ces recommandations dans les meilleurs délais selon un calendrier compatible avec ses contraintes internes et les facteurs externes à prendre en compte : priorités issues de la concertation, disponibilité de certaines technologies, etc.

Si Enedis considère qu'il est louable que la CRE impulse des travaux en faveur de l'innovation, elle n'est pas favorable au dispositif d'incitation envisagé. En effet, au-delà du caractère dissymétrique de ce

dispositif qui ne fait courir aux opérateurs que des risques de malus, cette régulation engendrerait une rupture majeure puisqu'elle serait fondée non pas sur l'atteinte de résultats mais sur la mise en œuvre de concepts, projets et outils potentiellement complexes et dont la définition pourrait être très imparfaite.

Question 36 : Avez-vous des observations sur le niveau de charges nettes d'exploitation envisagé par la CRE sur la période ATRD7 ?

A ce stade, la CRE identifie une fourchette de charges nettes d'exploitation comprises entre la demande de GRDF (borne haute) et une borne basse résultant des ajustements de l'auditeur (et de la CRE pour la partie des achats d'énergie et des dépenses de R&D et innovation). L'écart entre les deux trajectoires est, en cumulé sur les quatre années, de 10,6%.

Enedis partage la nécessité de prendre en compte les gains de productivité dans la trajectoire des CNE. Elle attire l'attention sur différentes questions méthodologiques :

- La définition du point de référence : en effet, selon les différents postes de charges et produits, des points de référence différents ont été utilisés (moyenne 2020-2022, moyenne 2020-2021, moyenne 2021-2022, réel 2022). A cet égard, Enedis estime que les années retenues contiennent des événements atypiques, ce qui devrait conduire à une analyse plus précise du point de référence par poste au périmètre des charges nettes d'exploitation ;
- Les trajectoires de charges de personnel, d'avantage en nature énergie et de financement des œuvres sociales :
 - Ces trois postes présentent la particularité d'être en partie définis par décisions issues des négociations collectives de la branche professionnelle des Industries Electriques et Gazières (IEG), dépassant le seul périmètre de négociation des opérateurs tels que GRDF ou Enedis.
 - De plus, des accords d'entreprise ont été pris en 2022, au titre des années 2022 et 2023, pour tenir compte des revalorisations salariales dans le contexte d'inflation et de soutien au pouvoir d'achat. A ce titre, différents leviers ont pu être négociés :
 - Avec effet pérenne : c'est le cas de la revalorisation du SNB ou encore de l'attribution de NR (jalon de niveau de rémunération) automatiques,
 - Avec effet sur une année unique : c'est le cas des primes exceptionnelles (enregistrées en rémunérations complémentaires).
- Les hypothèses d'indexation et d'inflation : Enedis attire l'attention sur certains effets contextuels qui n'ont pas été pris en compte dans les ajustements proposés par l'auditeur et ne se traduisent pas dans les hypothèses d'indexation et d'inflation retenues. Il s'agit par exemple des tensions sur les recrutements qui ont un effet à la hausse sur les salaires d'entrée, les tensions sur les contrats de prestations et d'achat de matériel (liées à la transition énergétique) qui conduisent à des hausses de prix, ou encore des dates de renouvellement de marché sur les achats de travaux et prestations dont le calendrier produit des évolutions différentes de celles de l'inflation.

Question 37 : Avez-vous des remarques concernant le solde de CRCP au 31 décembre 2023 ?

Enedis est favorable à l'apurement du solde de CRCP sur la période tarifaire suivante, cela permettant de répercuter les coûts au plus près des utilisateurs du réseau ayant généré ces coûts non couverts par le tarif.

Pour Enedis, il est avant tout essentiel que le CRCP soit rémunéré au CMPC des nouveaux actifs comme indiqué en réponse à la question 8. Ce niveau de rémunération est d'autant plus justifié sur l'apurement du CRCP se fait sur plusieurs années et non sur une période courte.

Enedis tient également à rappeler qu'une meilleure structure du tarif (meilleur équilibre entre les parts fixes et les parts proportionnelles aux soutirages) limite les impacts des évolutions de volumes de soutirages (du fait de la thermo-sensibilité ou de la sobriété énergétique ou des trajectoires de transition énergétique) sur la constitution de CRCP. En gaz comme en électricité, les baisses de soutirages en 2022 consécutifs aux efforts de sobriété énergétique des clients ont démontré la mauvaise adéquation entre la structure du chiffre d'affaires et la structure des coûts des opérateurs, et ont généré du CRCP.

Question 40 : Que pensez-vous des trajectoires prévisionnelles de quantités de gaz distribuées et de consommateurs raccordés envisagées par la CRE ?

Enedis souligne la nécessaire cohérence entre les trajectoires retenues par la CRE et les orientations de politique énergétique fixées dans la Stratégie Française Energie et Climat.

Question 41 : Avez-vous des remarques concernant les options de lissage du revenu autorisé de GRDF envisagées par la CRE ?

L'objectif principal est de minimiser les écarts entre les charges et les recettes annuelles via le tarif. Cet objectif doit être regardé sur la période tarifaire de quatre ans mais aussi pour chacune des années. Si un lissage génère trop d'écart entre les recettes et les charges la dernière année d'une période tarifaire, il y aura une marche à la hausse ou à la baisse importante en entrée de période tarifaire suivante.

Question 43 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en termes de structure du tarif de distribution de gaz ?

Enedis partage l'analyse de la CRE selon laquelle le réseau de distribution aura un rôle plus assurantiel pour une part importante des consommateurs (arbitrages entre énergies, autoconsommation notamment). Une part importante des coûts des opérateurs de réseau étant des coûts indépendants des volumes soutirés sur le réseau, la structure du tarif doit refléter au mieux cette structure afin de permettre de refléter dans les tarifs les coûts générés par chaque catégorie d'utilisateurs. Dans le cas contraire, cela générerait des subventions croisées entre catégories d'utilisateurs du réseau.

Au cours des trois dernières années, les baisses des volumes soutirés du réseau (conséquences de la crise sanitaire, des efforts de sobriété et des effets climatiques) ont eu pour conséquence une baisse du chiffre d'affaires supérieure à la baisse des coûts (malgré la forte hausse des coûts d'énergie pour les opérateurs de réseau). Cet écart est compensé par le CRCP.

Il est important de faire évoluer la structure du tarif pour éviter que ces effets structurels se propagent sur plusieurs années.

Question 58 : Pensez-vous souhaitable de faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs générant ces coûts ?

Enedis partage l'analyse de la CRE visant à faire porter les coûts de la relève résiduelle aux seuls consommateurs non équipés de compteurs Gazpar et n'ayant pas fait la demande de pose d'un compteur Gazpar. En effet, Enedis considère que les surcoûts générés par les compteurs historiques et la mobilisation des ressources techniques et clientèle qu'ils génèrent ne doivent pas être supportés par l'ensemble des consommateurs.

Question 59 : Êtes-vous favorable à l'approche proposée par la CRE et aux modalités envisagées concernant la facturation de la relève résiduelle ?

Enedis attire l'attention de la CRE sur la détermination du coût unitaire permettant de facturer la relève résiduelle afin de refléter l'ensemble des coûts supportés par l'opérateur : maintien en condition opérationnelle d'une double chaîne de comptage et des systèmes d'information associés, déplacements sur le terrain, envoi des notifications et traitement des réclamations. Ainsi, le montant facturé pour la relève résiduelle doit être régulièrement revu.

∞